

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Année 1959 — N° 19

**Contribution à l'étude des délais de garantie
dans les
ventes d'animaux atteints de maladies
réputées contagieuses**

**Le cas des formes réputées contagieuses
de la tuberculose bovine**

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 12 Mars 1959

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Joseph ROUX

Né le 21 Mars 1931, à St.-ETIENNE-de-TINÉE (Alpes-Maritimes)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1959

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DES DÉLAIS DE GARANTIE
DANS LES VENTES D'ANIMAUX
ATTEINTS DE MALADIES RÉPUTÉES CONTAGIEUSES

LE CAS DES FORMES RÉPUTÉES CONTAGIEUSES
DE LA TUBERCULOSE BOVINE

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Année 1959 — N° 19

**Contribution à l'étude des délais de garantie
dans les
ventes d'animaux atteints de maladies
réputées contagieuses**

**Le cas des formes réputées contagieuses
de la tuberculose bovine**

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 12 Mars 1959

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

PAR

Joseph ROUX

Né le 21 Mars 1931, à St.-ETIENNE-de-TINÉE (Alpes-Maritimes)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1959

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ECOLE VETERINAIRE DE LYON

Directeur M. TAPERNOUX.

Professeurs honoraires	}	MM. BASSET. DOUVILLE. CUNY. JUNG.
------------------------------	---	--

PROFESSEURS

Physique et Chimie biologiques, Pharmacie, Toxicologie, Hygiène et Inspection du lait	MM. TAPERNOUX.
Anatomie descriptive, Anatomie appliquée	TAGAND.
Physiologie, Pharmacodynamie, Thérapeutique, Matière médicale	JUNG.
Histologie, Embryologie, Tératologie, Anatomie pathologique, Inspection des aliments d'origine animale	LUCAM.
Zoologie appliquée, Botanique appliquée, Parasitologie	EUZEBY.
Technique chirurgicale, Pathologie chirurgicale .	COLLET.
Propédeutique, Sémiologie et pathologie des Monogastriques, des Oiseaux et Ruminants, Législation vétérinaire	FLORIO.
Pathologie de la reproduction, Obstétrique	BERTRAND.
Pathologie générale et Microbiologie, Maladies légalement contagieuses et Police sanitaire	JOUBERT.
Agronomie, Economie rurale, Zootechnie générale et génétique, Ethnologie, Hygiène, Alimentation	JEAN-BLAIN.

CHEFS DE TRAVAUX

MM. MAGAT, FLACHAT, FERNEY, COTTEREAU, Agrégés.
MM. RUCKEBUSCH, BUSSIERAS, OUDAR.

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : M. le Professeur ROCHE, de la Faculté de Médecine.
Premier Assesseur : M. le Professeur FLORIO, de l'Ecole Vétérinaire.
Deuxième Assesseur : M. le Professeur JOUBERT, de l'Ecole Vétérinaire

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

Leur vie est pour moi le plus bel
exemple.

A MES FRÈRES, A MES SŒURS ET A MON BEAU-FRÈRE

Ce gage de mon affection.

A TOUS MES AMIS

A TOUS MES CAMARADES
DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

A MONSIEUR LE PROFESSEUR ROCHE
de la Faculté de Médecine de Lyon

Qui nous a fait le très grand honneur
d'accepter la présidence du jury de notre
thèse.

Expression de notre profond respect.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR FLORIO
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Qui nous a suggéré le sujet de notre
thèse et nous a aidé dans la réalisation
de ce travail.

Vive reconnaissance.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR JOUBERT
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

Qui a bien voulu faire partie du jury
de notre thèse.

Sincère reconnaissance.

AVANT-PROPOS

Les relations du vétérinaire et de son client ne se résument pas à la seule visite des animaux malades, au diagnostic d'une affection et à la prescription d'un traitement.

Quand un éleveur a fait l'acquisition d'un animal, il sollicite du vétérinaire une visite de son nouveau bien.

Si au cours de l'examen le praticien découvre une maladie qui a pu être contractée chez le vendeur, par exemple une maladie contagieuse, il lui faudra suivre les mesures sanitaires qui s'imposent.

L'acheteur qui a introduit dans son élevage un animal contaminé est en droit de réclamer auprès du vendeur et, pour ce faire, il demande l'avis du vétérinaire traitant.

Or, en matière de maladie réputée contagieuse, s'il faut savoir engager une action en nullité, il faut aussi reconnaître dans quels délais cette action est possible.

Un avis donné à la légère peut avoir des conséquences graves pour les parties en présence et pour le vétérinaire. La réputation d'un praticien, de laquelle découle l'importance de sa clientèle, souffrira beaucoup d'une telle faute.

L'étude qui va suivre essaiera de montrer l'importance des délais en matière de maladie réputée contagieuse.

INTRODUCTION

Un animal qui fait l'objet d'une transaction commerciale change de propriétaire. Il cesse d'être la propriété du vendeur pour devenir celle de l'acheteur.

Or, chez son ancien maître, il a pu acquérir des défauts ou des vices qui lui enlèvent une partie ou la totalité de sa valeur.

Au moment de la vente, ces imperfections peuvent passer inaperçues aux yeux des parties, soit que le vendeur les ignore, soit qu'il les déguise.

Dans ce cas l'acheteur peut estimer que l'opération commerciale a été faite à son désavantage et la question de savoir s'il a un recours contre son vendeur se posera alors.

Pour prévenir de telles mésaventures, l'acheteur sera prudent s'il demande au vendeur une garantie sur l'objet du marché.

L'article 1625 du Code Civil définit d'ailleurs la nature de la garantie en ces termes :

« La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur a deux objets :

- le premier est la possession paisible de la chose vendue,
- le deuxième les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires. »

Or, l'évolution d'une maladie contagieuse sur un animal qui vient d'être acheté est une entrave indiscutable « à la possession paisible de la chose vendue ».

De plus, lorsqu'elle est inapparente au moment du marché, une maladie contagieuse correspond bien « au défaut caché » de l'article 1625 du Code Civil.

C'est pourquoi, la loi envisage, d'une part quelles sont les maladies réputées contagieuses, d'autre part quelles sont les bases légales d'une garantie.

L'objet de notre étude est de préciser, à la lumière des jugements rendus par les tribunaux :

1° Dans quels délais peuvent être introduites les demandes en garantie dans les ventes d'animaux atteints de maladies réputées contagieuses ;

2° De quelles façons ces délais ont été interprétés par les tribunaux ;

3° Quels sont les avantages et inconvénients de chaque interprétation.

DIVISION

Notre travail comprendra deux parties.

Première partie : Les délais de garantie dans les ventes d'animaux atteints de maladies réputées contagieuses.

Deuxième partie : Les délais de garantie dans les ventes de bovins atteints des formes légalement contagieuses de la tuberculose.

PREMIÈRE PARTIE

LES DELAIS DE GARANTIE DANS LES VENTES D'ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES REPUTEES CONTAGIEUSES

CHAPITRE PREMIER

Avant d'étudier les délais de garantie, il est bon de rappeler et de citer les textes légaux qui fixent le nombre et la nature des maladies réputées contagieuses, ainsi que l'article du Code Rural qui donne les délais dans lesquels une action en garantie est possible dans le cas où l'acheteur veut faire déclarer nulle la vente d'un animal atteint d'une maladie réputée contagieuse.

1° Liste des maladies réputées contagieuses.

a) TEXTES LÉGAUX.

Elle est donnée :

- par l'article 224 du Code Rural,
complété par les Décrets :
- du 24 janvier 1934, relatif à la tuberculose bovine ;
- du 21 mars 1947, relatif aux gales dans les espèces ovine, caprine et bovine ;
- du 21 novembre 1936, relatif à l'anémie infectieuse des équidés ;

- du 12 juillet 1937, relatif à la psittacose chez toutes les espèces d'oiseaux ;
- du 2 juin 1948, relatif à la tularémie dans toutes les espèces de rongeurs domestiques et sauvages ;
- du 21 août 1948, relatif à la peste aviaire sous toutes ses formes et dans toutes les espèces d'oiseaux.

b) LISTE PROPREMENT DITE.

- la rage dans toutes les espèces ;
- la peste bovine dans toutes les espèces de ruminants ;
- la péripneumonie contagieuse, le charbon symptomatique et l'anaplasmose dans l'espèce bovine ;
- la tuberculose bovine dans les formes suivantes : tuberculose avancée du poumon, tuberculose de l'intestin, de la mamelle ou de l'utérus (décret du 24 janvier 1934) ;
- la clavelée dans l'espèce ovine ;
- la mélitococcie dans l'espèce ovine et dans l'espèce caprine ;
- les gales dans les espèces ovine, caprine, bovine (décret du 21 mars 1947) et chez les équidés ;
- la fièvre aphteuse dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ;
- la morve et la dourine chez les équidés ;
- la fièvre charbonneuse chez les équidés et dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ;
- le rouget et les pneumo-entérites infectieuses dans l'espèce porcine ;
- la loque, l'acariose et la nosémose des abeilles ;
- l'anémie infectieuse des équidés (décret du 21 novembre 1936) ;
- la psittacose chez toutes les espèces d'oiseaux (décret du 12 juillet 1937) ;
- la tularémie dans toutes les espèces de rongeurs domestiques et sauvages (décret du 2 juin 1948) ;
- la peste aviaire sous toutes ses formes (peste, pseudo-peste, maladie de Newcastle, etc...) dans toutes les espèces d'oiseaux (décret du 21 août 1948).

2° Délais accordés par la loi en matière de maladie réputée contagieuse.

a) TEXTE LÉGAL.

Le texte légal est l'article 240 du Code Rural (ancien article 4 de la loi du 21 juin 1898).

b) TENEUR DU TEXTE LÉGAL.

L'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdites.

Le propriétaire ne peut s'en dessaisir que dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique qui fixe pour chaque espèce d'animaux et de maladies le temps pendant lequel l'interdiction de vente s'applique aux animaux qui ont été exposés à la contagion.

Si la vente a eu lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont son animal était atteint ou suspect.

Néanmoins, aucune réclamation de la part de l'acheteur pour raison de la dite nullité ne sera recevable lorsqu'il sera écoulé plus de *quarante-cinq jours* depuis le jour de la livraison, s'il n'y a poursuite du ministère public.

Si l'animal a été abattu, le délai est réduit à *dix jours*, à partir du jour de l'abattage, sans que toutefois l'action puisse jamais être introduite après l'expiration des délais indiqués ci-dessus. En cas de poursuite du ministère public, la prescription ne sera opposable à l'action civile, comme à l'alinéa précédent, que conformément aux règles du droit commun.

CHAPITRE II

L'article 240 du Code Rural prévoit les délais de garantie.

Il distingue deux cas selon que le ministère public a engagé ou n'a pas engagé de poursuites :

Premier cas : **Le ministère public poursuit le vendeur.**

Le vendeur est passible de poursuites de la part du ministère public quand il a vendu un animal qu'il savait atteint de maladie réputée contagieuse. Il s'est par ailleurs dispensé de déclaration aux autorités civiles. Il est dans ce cas deux fois coupable et tombe sous le coup de l'article 31 de la loi du 21 juillet 1881 qui déclare :

« Seront punis d'un emprisonnement de 2 mois à 6 mois et d'une amende de 100 francs à 1 000 francs..., ceux qui auraient vendu ou mis en vente des animaux qu'ils savaient atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladie réputée contagieuse. »

D'autre part, l'article 638 du Code d'Instruction Criminelle prescrit que : « l'action publique et l'action civile résultant d'un délit de nature à être puni correctionnellement se prescrivent après trois années révolues à compter du jour où le délit a été commis, si dans l'intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite ».

En résumé, le vendeur qui a caché la maladie contagieuse est passible d'une peine correctionnelle si l'acheteur peut prouver que le jour de la vente, le vendeur connaissait l'existence de la maladie. En vertu de l'article 636 du Code d'Instruction Criminelle, le délai pour engager une action en nullité est de *trois ans*.

Deuxième cas : **Le ministère public ne poursuit pas le vendeur.**

C'est le cas général ; le vendeur étant, dans la majorité des cas, une personne honnête, cède son animal sans savoir qu'il est atteint d'une maladie réputée légalement contagieuse.

Le délai est alors :

- de *quarante-cinq jours* à partir de la livraison ;
- de *dix jours* à partir de l'abattage.

Mais en aucun cas, le délai ne peut dépasser les *quarante-cinq jours* après la livraison de l'animal, qu'il y ait abattage ou non.

L'action est recevable même si la mort résulte d'un cas fortuit.

M. le Professeur Brion écrit dans son *Précis de Jurisprudence Vétérinaire* (page 85) :

« La loi subordonne la recevabilité de l'action en nullité à l'existence de la maladie contagieuse, quel que soit le moyen qui permette de s'en rendre compte. Il suffit qu'elle existât au moment de la vente. Dès lors, l'acheteur peut se mettre en règle, mais il sera prudent de le faire dans le délai de *dix jours* à partir de la mort de l'animal. »

En résumé :

- quand l'animal est vivant, le délai est de *quarante-cinq jours* après la livraison ;
- quand l'animal est abattu, le délai est de *dix jours*, après l'abattage, mais il ne pourra dépasser le quarante-cinquième jour après la livraison ;
- quand l'animal meurt d'un cas fortuit, et que sa mort fait découvrir une maladie réputée contagieuse, le Professeur Brion conseille de se mettre en règle dans les *dix jours*.

Dans tous ces cas, le délai est ainsi défini : il commence le lendemain de la livraison et se termine le dernier jour, que ce dernier jour soit férié ou non. Ce délai est donc un délai de rigueur. Ce n'est pas un délai franc, ni un délai de procédure pouvant être augmenté à raison des distances .

CHAPITRE III

INTERPRETATION DES DELAIS PAR LES TRIBUNAUX

Le texte législatif a été interprété différemment par divers tribunaux.

Qualité des délais.

Pour les uns, le délai de garantie est un délai de prescription. C'est l'opinion :

- du Tribunal de Commerce de Laval (15 mars 1913) ;
- du Tribunal de Bourg (17 octobre 1924) ;
- de la Cour d'Appel de Besançon (22 juillet 1942) ;
- de la Cour de Cassation (15 mai 1942) ;
- de la Cour de Cassation (28 octobre 1946).

Pour les autres, le délai de garantie est un délai préfix. C'est l'opinion :

- de la Cour d'Appel de Paris (31 décembre 1928) ;
- de la Cour d'Appel de Rennes (27 décembre 1930) ;
- de la Cour de Cassation (6 avril 1927) ;
- de la Cour de Cassation (20 janvier 1945).

Définitions du délai préfix et du délai de prescription.

a) DÉLAI PRÉFIX :

Ce délai ne peut être ni interrompu, ni prolongé. Pour les défenseurs du délai préfix en matière de procédure de la garantie des maladies réputées contagieuses, il n'y a qu'une seule voie d'action : la voie prévue par l'article 240 du Code Rural.

L'expiration du délai préfix empêche d'invoquer la nullité, même par voie d'exception. La forclusion de l'acheteur est alors irrémédiable.

b) DÉLAI DE PRESCRIPTION :

Il permet à l'acheteur de se prévaloir d'une nullité sous forme d'exception. En effet, dans certains cas, le délai de prescription peut être interrompu et par conséquent prorogé.

Il offre à l'acheteur deux voies pour l'exercice de son action en nullité :

— la voie d'action classique avec le respect des délais de 45 jours ou de 10 jours selon que l'animal est vivant ou a été abattu ;

— la voie d'exception par laquelle le demandeur apporte la preuve de circonstances exceptionnelles, admises par les tribunaux, et susceptibles d'interrompre la prescription.

En somme, à la lumière de ces interprétations, il faut s'attacher à l'étude des circonstances exceptionnelles qui ont permis à certains tribunaux d'interpréter l'article 240 du Code Rural d'une façon moins rigoureuse que l'aurait voulu le règlement.

EXEMPLES D'APPLICATION DU DÉLAI DE PRESCRIPTION

1° *Arrêt de la Cour de Cassation* (15 mai 1942) :

Selon cet arrêt, l'acheteur d'un animal atteint d'une maladie réputée contagieuse (fièvre aphteuse) antérieure à la vente, peut opposer l'exception de nullité de cette vente, même après l'expiration des délais légaux, si, par une lettre recommandée dont le sens n'est pas contesté, il a saisi le vendeur de sa réclamation dans les délais impartis.

Dans ce cas particulier, l'acheteur n'a pas payé l'animal litigieux à son vendeur, et le commentateur de l'arrêt du 15 mai 1942, cité par G. Linon, estime que « étant donné que la vente d'animaux atteints d'une maladie réputée contagieuse est frappée d'une nullité d'ordre public, l'acheteur qui n'a pas payé le prix n'a aucune action à exercer et il suffit de notifier une réclamation au vendeur. Si celui-ci, après l'expiration du délai, introduit une demande en paiement, l'acheteur doit être admis à lui opposer la nullité d'ordre public dont il s'est prévalu en temps utile par la réclamation adressée au vendeur ».

Par conséquent, l'acheteur peut faire sa réclamation dans les délais légaux sous forme d'une lettre recommandée envoyée au vendeur. Le contenu de cette lettre ne doit pas être contesté. Pour cela il faut qu'il soit explicite et qu'il affirme l'existence d'une maladie réputée contagieuse. Cette preuve ne peut être que le diagnostic d'un vétérinaire ou d'un laboratoire vétérinaire seuls qualifiés pour reconnaître une maladie contagieuse.

Pour le commentateur de l'arrêt du 15 mai 1942, la réclamation de l'acheteur est valable que le prix de la vente ait été versé ou non.

Il y a donc deux cas à considérer sous l'angle de la procédure : ou l'acheteur prend l'initiative d'une action en nullité quand la chose est payée ou si elle ne l'est pas, son initiative est provoquée par la demande en paiement que ne manquera pas de formuler le vendeur ; dans les deux cas le délai de prescription est admis.

2° *Arrêt de la Cour d'Appel de Besançon* (22 juillet 1942) :

Le cas envisagé est le suivant : l'action introduite le 28 mai 1941 pour annuler la vente d'un animal atteint d'anémie infectieuse est acceptée par la Cour d'Appel de Besançon, bien que la livraison ait eu lieu le 5 décembre 1940, soit près de *six mois* auparavant. La Cour considère qu'il y a eu « *aveu judiciaire* » du vendeur du fait que « le vendeur a implicitement renoncé au délai et reconnu l'existence de la maladie contagieuse au jour de la vente en communiquant à l'acheteur la police d'assurance en cas de mort de l'animal par lui souscrite et en faisant auprès de la compagnie d'assurances des démarches en vue de procurer à M..... le bénéfice de l'indemnité ». (Extrait de l'arrêt du 28 octobre 1948 de la Cour de Cassation : attendu exposant l'opinion de la Cour d'Appel de Besançon.)

Cet arrêt a été cassé le 28 octobre 1948 par la Cour de Cassation qui s'exprime ainsi :

« La Cour,

« Sur les premiers moyens, pris en sa deuxième branche, vu
« l'article 41, livre III du Code Rural modifié par la loi du
« 23 février 1905.

« Attendu que s'il appartient au juge du fond d'apprécier la
« portée des circonstances dont ils prétendent déduire une
« renonciation implicite par le vendeur d'un animal reconnu
« atteint de maladie contagieuse au bénéfice du délai préfix dans
« lequel a été enfermé par la loi l'exercice de l'action en nullité,
« ils ne peuvent en méconnaître le caractère et les effets légaux
« de ces circonstances .

«

« Mais attendu que la transmission à l'acheteur de la police
« d'assurance souscrite par le vendeur est une conséquence
« légale de la validité de la vente, qu'elle en suppose la validité,
« non la nullité, que dès lors aucune reconnaissance de la
« maladie contagieuse au jour de la vente, ni de la nullité de
« celle-ci et aucune renonciation au délai imparti à l'acheteur
« pour agir en nullité ne pouvait en résulter ; d'où il suit qu'en
« statuant comme il l'a fait, l'arrêt a violé le texte ci-dessus visé.

« Par ces motifs,

« et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres griefs du
« pourvoir, casse

« »

En somme, la Cour d'Appel de Besançon et la Cour de Cassation estiment que le délai de prescription est applicable s'il y a « aveu judiciaire du vendeur ». Les juges du fond apprécieront si le vendeur renonce au délai préfix en faisant l'aveu judiciaire. Mais les juges du fond ne pourront décider que le vendeur a renoncé au délai préfix sans preuves certaines et inattaquables ; c'est la conclusion de la Cour de Cassation. L'acheteur signalera l'aveu judiciaire dans la lettre recommandée qu'il envoie au vendeur. Nous rejoignons le cas précédent qui affirme que la réclamation doit être incontestée.

3° Arrêt confirmatif de la Cour d'Appel de Paris (3 mars 1958) :

Cet arrêt confirme un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 12 juin 1956.

Faits. — Le vendeur a su, dès la livraison à l'acheteur des porcs et des bâtiments les logeant, que deux animaux étaient morts dans la nuit.

— Ces morts ayant été suivies de beaucoup d'autres, le Laboratoire Central des Recherches Vétérinaires confirme la nature de la maladie (Pasteurellose).

— Dès cette confirmation l'acheteur avertit le vendeur de l'existence de la maladie. Il procède par une lettre recommandée envoyée dans les délais de 45 jours.

— Toujours pendant le délai préfix, le vendeur accepte le principe d'un arbitrage. L'arbitrage se termine pendant les délais et l'arbitre envoie au vendeur un compromis qui reste sans réponse.

Par deux fois (Tribunal de Commerce de la Seine, 12 juin 1956 et Cour d'Appel de Paris, 3 mars 1958) les tribunaux ont été d'accord pour dire que se trouvaient réunies les conditions énumérées par la Cour de Cassation dans son arrêt du 28 octobre 1948.

Jugement de la Cour d'Appel de Paris (3 mars 1948) :

« La Cour,

« Statuant sur l'appel régulièrement interjeté par Sieur C.....
« d'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du
« 12 juillet 1956, lequel jugement a déclaré nulle la vente de
« porcs consentie par le dit C..... à la Société L..... le 12 juillet
« 1954, a condamné C..... à payer à la Société L....., toutes causes
« confondues, la somme de *un million sept cent soixante onze*
« *mille huit cent soixante-dix francs* (1 171 870 francs) à titre
« de dommages et intérêts, a déclaré la Société L..... mal fondée
« en le surplus de sa demande et l'en a déboutée.

« Considérant que les circonstances dans lesquelles la décision dont appel est intervenu sont relatées par les motifs des
« premiers juges ; qu'il échet de rappeler que le 12 juillet 1954
« C..... a vendu à la Société L..... 459 porcs vivants se trouvant
« à la porcherie du G..... M....., que le prix à la demande du vendeur a été réglé par trois traites de :

« — *deux millions de francs* (2 000 000 de francs) au
« 10 septembre 1954

« — *deux millions de francs* (2 000 000 de francs) au
« 30 septembre 1954,

« — *trois millions huit cent cinquante mille francs*
« (3 850 000 francs) au 15 octobre 1954.

« Considérant que dès la prise de possession L..... constate
« que certains animaux révélaient des signes de maladie ; qu'un
« certain nombre de porcs mourut dès le lendemain de la livrai-
« son, qu'un certain nombre d'autres dut être abattu et les
« autres vendus à perte ;

« Considérant que le *Laboratoire Central des Recherches*
« *Vétérinaires d'Alfort* détermina dans ses examens la maladie
« comme étant la « pneumo-entérite Pasteurelle » prévue et
« réglementée dans le Code Rural au titre des maladies conta-
« gieuses, que C..... ne conteste pas devant la Cour le caractère
« de cette maladie légalement contagieuse.

« Considérant que le Tribunal a par le jugement entrepris
« déclaré sur l'assignation par la Société L..... de C..... en nullité
« de la vente et en paiement d'une somme totale de *trois mil-*
« *lions sept cent vingt et un mille quatre cent soixante-dix francs*
« 3 721 470 francs) à titre de dommages et intérêts, que cette
« assignation est en date du 26 novembre 1954.

« Considérant que C..... reproche au premier juge d'avoir
« déclaré recevable la demande de la Société L....., alors que
« l'action en nullité a été engagée plus de 45 jours après la
« vente, c'est-à-dire hors le délai imposé par la loi.

« Considérant que la loi du 2 août 1884 du Code Rural,
« relative aux vices rédhibitoires dans la vente d'animaux
« domestiques, modifiée par les lois du 25 février 1905 et du
« 7 juillet 1933, en édictant la nullité de plein droit de la
« vente, que le vendeur ait eu connaissance ou ignorait l'exis-
« tence de la maladie, stipule expressément qu'aucune récla-
« mation de l'acheteur pour raison de ladite nullité ne sera
« recevable lorsqu'il sera écoulé plus de 45 jours depuis la
« livraison et plus de 10 jours depuis le jour de l'abattage.

« Mais considérant ainsi qu'il est rappelé par les premiers
« juges, que le but du législateur a été de réserver les droits
« de l'acheteur et du vendeur en leur permettant, à l'intérieur
« du délai prescrit, d'imputer sans équivoque la charge des con-
« séquences des maladies contagieuses, qu'il est de jurisprudence
« que le délai imparti peut être interrompu du fait de la recon-
« naissance par le vendeur de la maladie et de la renonciation
« au bénéfice du délai préfix par le vendeur ;

« Considérant qu'il appartient aux juges du fond d'apprécier
« la portée des circonstances desquelles peut résulter une recon-
« naissance implicite par le vendeur d'un animal reconnu
« atteint de maladie contagieuse au bénéfice du délai sans
« cependant méconnaître le caractère et les effets légaux de ces
« circonstances.

« Considérant qu'ainsi que le relève l'arbitre rapporteur
« nommé par le Tribunal de Commerce et ainsi que le motive
« le jugement, C..... a eu connaissance de la maladie avant la
« vente et qu'il a admis cette maladie après la vente, que la
« reconnaissance de la maladie contagieuse par ledit C..... résulte
« de la lettre recommandée à lui adressée par la Société L.....
« le 13 août 1954, laquelle lettre lui rappelle des conversations
« des 12, 13 et 20 juillet au sujet de l'épizootie de Pasteurellose,
« que C..... reconnaît avoir reçu cette lettre, que s'il n'y a pas
« répondu par écrit, il n'a pas non plus élevé la moindre pro-
« testation contre ses termes ;

« Considérant d'autre part que de l'ensemble des circonstan-
« ces de la cause, il ressort que C..... a implicitement renoncé
« au bénéfice du délai de *quarante-cinq jours* imposé par la loi,
« qu'il est indiscutable suivant les constatations de l'arbitre
« rapporteur que des pourparlers ont eu lieu entre les parties
« en vue de régler le litige par voie d'arbitrage, que si ces pour-
« parlers n'ont pas abouti du fait de C....., celui-ci a cependant
« accepté le principe d'un arbitrage ; que c'est par une exacte
« appréciation des faits que le Tribunal a admis la renonciation
« de C..... à se prévaloir du délai légal.

« Considérant que la reconnaissance de la maladie par C.....
« et sa renonciation tacite au bénéfice du délai légal rendent mal
« fondé son moyen d'irrecevabilité ;

« Considérant que le jugement dont appel déclarant nulle
« la vente litigieuse, évaluant le préjudice causé suivant le rap-
« port de l'arbitre à *un million sept cent soixante onze mille*
« *huit cent soixante-dix francs* (1 771 870 francs) et condam-
« nant C..... au paiement de ladite somme doit être confirmé.

« Par ces motifs,

« Et ceux des premiers juges,

« Reçoit Sieur C..... en son appel,

« L'y dit mal fondé en l'en déboute. »

A la lumière de ces trois exemples, nous pouvons affirmer dans quelles conditions le délai de prescription est applicable.

— Il faut que l'acheteur avertisse le vendeur dans les délais réglementaires de *quarante-cinq* jours après la livraison ou *dix* jours après l'abattage.

— L'avertissement se fait par lettre recommandée et porte mention de la maladie réputée légalement contagieuse.

— Il faut prouver l'existence de la maladie réputée légalement contagieuse.

— Il faut donner la preuve de l'aveu judiciaire du vendeur, c'est-à-dire de son renoncement au délai préfix.

Les faits avancés doivent être incontestables. C'est pourquoi la preuve de l'existence de la maladie réputée contagieuse est obligatoirement faite par un vétérinaire. La loi n'accepte d'ailleurs comme diagnostic que celui du vétérinaire (loi du 21 juin 1898, article 40 ; loi du 17 juin 1938) ; le vétérinaire agissant comme expert judiciaire, vétérinaire sanitaire, inspecteur des abattoirs.

L'aveu judiciaire, quant à lui, doit être soigneusement prouvé avant d'être laissé à l'appréciation des juges.

CHAPITRE IV

COMPARAISON ENTRE LE DELAI PREFIX ET LE DELAI DE PRESCRIPTION

Points communs :

Les délais prefix ou de prescription ne sont valables que :

- dans le cas où le vendeur n'est pas poursuivi par le ministère public ;
- si l'acheteur manifeste sa réclamation dans les délais :
 - soit sous la forme d'une action en nullité (délai prefix),
 - soit sous la forme d'une lettre recommandée signalant la maladie (délai de prescription).

Différences :

Le délai prefix est irrévocable. Il nécessite une action en justice dans les délais prévus par la loi.

Le délai de prescription est prorogeable. Il suffit de prévenir le vendeur de l'existence de la maladie dans les délais légaux.

Comparaisons :

Le délai prefix applique la loi à la lettre, mais le délai de prescription ouvre la voie à une conciliation entre les parties. En effet, le vendeur averti par son client de l'existence d'une maladie réputée contagieuse sur l'animal qu'il a vendu peut proposer de reprendre le malade. Il arrête donc toute action judiciaire et beaucoup de frais qu'occasionne une telle action.

CONCLUSION

En conclusion, les délais de garantie en matière de maladies réputées légalement contagieuses sont les suivants :

— le vendeur connaissait l'existence de la maladie. Il est poursuivi par le ministère public et l'acheteur peut agir dans un délai de trois ans ;

— le vendeur était de bonne foi. L'acheteur le préviendra dans les délais de *dix* ou *quarante-cinq* jours (s'il y a eu ou s'il n'y a pas eu abattage). Il lui faudra évidemment donner les preuves nécessaires dans l'avertissement par lettre recommandée.

La jurisprudence ayant consacré le délai de prescription, cette façon de procéder sera la plus raisonnable, car elle ouvre la porte à la conciliation.

Remarquons pour terminer que la jurisprudence applique la loi, même quand l'objet n'a pas été payé au vendeur et que la mort fortuite a fait découvrir la maladie réputée contagieuse.

DEUXIÈME PARTIE

LES DELAIS DE GARANTIE DANS LES VENTES DE BOVINS ATTEINTS DE FORMES REPUTÉES LEGALEMENT CONTAGIEUSES DE LA TUBERCULOSE

Le décret du 24 janvier 1934 classe la tuberculose bovine dans la liste des maladies réputées contagieuses, tout au moins sous certaines formes.

Dans ce cas le délai de garantie est défini par l'article 240 du Code Rural et il est de *quarante-cinq* jours après la livraison ou de *dix* jours après l'abattage.

Or, l'article 285 du Code Rural dispose que toutes les formes de tuberculose bovine sont vices rédhibitoires et l'article 291 du même Code Rural fixe le délai de garantie à *quinze jours francs*, non compris le jour de la livraison.

Il est évident que la loi a deux façons de voir la même chose et ceci entraîne un certain trouble dans la décision des tribunaux qui ont rendu de nombreux jugements contradictoires sur la même question.

Y a-t-il nullité de la vente ?

Oui disent les uns, non disent les autres. Chacun propose des délais différents.

Nous citerons d'abord les textes réglementaires ; ensuite nous verrons quels sont ceux qui penchent pour le délai franc et ceux qui préfèrent les délais de l'article 240 du Code Rural et la nullité de la vente ; quels sont les avis donnés par les auteurs classiques ; enfin le jugement des tribunaux nous donnera la tendance actuelle.

CHAPITRE PREMIER

TEXTES REGLEMENTAIRES

Article 224 du Code Rural.

Cet article classe la tuberculose bovine dans la catégorie des maladies réputées contagieuses. Il s'énonce ainsi :

« Les maladies réputées contagieuses qui donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures sanitaires ci-après sont.....
«la tuberculose bovine dans les conditions fixées par décret
« sur proposition du Ministre de l'Agriculture et après avis du
« Comité Consultatif des Epizooties. »

L'article est complété par le décret du 24 janvier 1934 qui donne les formes de tuberculose ci-après comme étant réputées légalement contagieuses :

1° Tuberculose avancée du poumon ;

2° Tuberculose de l'intestin, de la mamelle et de l'utérus.

Article 285 du Code Rural.

« Sont réputés vices rédhibitoires et donnent seuls ouverture
« aux actions résultant des articles 1641 et suivants du Code
« Civil, sans distinction des localités où les ventes et échanges
« ont lieu, les défauts ou maladies ci-après, à savoir.....
«pour l'espèce bovine, la tuberculose.

« Sont considérés comme tuberculeux et peuvent donner lieu
« à réhabilitation :

« 1° Les animaux cliniquement atteints ;

« 2° Les animaux qui ont réagi à l'épreuve de la tuberculine
« exclusivement pratiquée suivant les procédés approuvés par
« le Comité Consultatif des Epizooties ou qui ont été reconnus
« tuberculeux par tout autre procédé approuvé par ledit
« Comité. »

Cet article a été complété par le décret du 1^{er} août 1955 qui donne les conditions d'appréciation de la tuberculose.

Article 291 du Code Rural.

« En ce qui concerne la tuberculose, le délai de garantie tant
« pour la présentation de la requête que pour l'assignation du
« vendeur est de *quinze jours francs*, non compris le jour de
« la livraison. »

Arrêt du 29 mars 1955 (Cour de Cassation).

Cet arrêt confirme l'arrêté de la Cour d'Appel du 21 octobre 1954 (Toulouse). Il classe la forme généralisée de la tuberculose avec les formes légalement contagieuses de la maladie. Cette forme est donc susceptible d'amener une action en nullité de la vente.

Comme nous le remarquons plus loin, la loi applique deux règlements différents à la même question. Quant à nous, il nous suffit de savoir que la thèse de la nullité de vente d'un animal tuberculeux est soutenue.

Néanmoins, il est impossible d'oublier qu'il y a des tribunaux qui ne veulent considérer la tuberculose que comme un vice rédhibitoire et qui se refusent à la traiter comme une maladie réputée contagieuse avec la législation spéciale applicable aux maladies réputées contagieuses. Un tribunal a soutenu cette thèse. C'est le tribunal de Colmar (Chambre de Metz, jugement du 23 novembre 1938) ; pour lui, l'action en nullité n'est pas possible en matière de tuberculose. Seule est valable l'action en réhabilitation.

CHAPITRE II

TRIBUNAUX PARTISANS DE L'ACTION EN NULLITE

Nous citerons :

le Tribunal de Paix de Giromagny,
le Tribunal de Commerce de Lyon,
le Tribunal Civil de Castelsarrasin,
le Tribunal Civil de Mauriac,
le Tribunal de Paix de Grand-Fougeray,
le Tribunal Civil de Saint-Girons,
la Cour d'Appel de Toulouse.

Ces tribunaux s'appuient sur les articles 224 et 240 du Code Rural.

Le premier article donne les formes de tuberculose légalement contagieuses.

Le deuxième fixe les délais.

CHAPITRE III

DELAIS PROPOSES PAR LES AUTEURS ET PAR LES TRIBUNAUX

La durée du délai proposé est très variable. Elle va de *quinze jours à trente ans*.

Le délai proposé est de quinze jours francs. Chicon (Recueil d'Alfort, 1939, 115, 623) pense que l'acheteur d'un bovin atteint de formes réputées légalement contagieuses de la tuberculose peut intenter une action dans un délai de *quinze jours francs*.

Le délai proposé est de trente jours. Cadoret propose un tel délai dans son ouvrage *Des Vices rédhibitoires* (imprimerie Recueil Sirey, 1937).

Le délai proposé est de quarante-cinq jours. La loi du 7 juillet 1933 dans son article 18 abroge l'article premier de la loi du 23 février 1905. Mais elle ne fait qu'abroger ce qui concerne la tuberculose des bovidés. Or, la loi donnait un délai de trente jours qui se trouve être maintenant abrogé. Par conséquent, la tuberculose tombe dans le cas général des maladies réputées légalement contagieuses et le délai de garantie est porté à *quarante-cinq jours*.

C'est l'opinion de MM. Bernard, Astruc, Perreau.

Pour sa part, M. Linon écrit dans le *Bulletin de l'Académie Vétérinaire* (avril 1946) :

« La vente d'un bovidé atteint de tuberculose, maladie légalement contagieuse, est nulle, d'une nullité relative comme celle des animaux atteints de toute maladie légalement contagieuse. Le délai pour intenter l'action est de *quarante-cinq jours* (Tribunal de Commerce de Lyon, 19 avril 1939, cité par le Bulletin de la Fédération du Commerce du Bétail, 1939, page 12 ; Tribunal Civil de Mauriac du 2 mars 1944, cité par le *Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France*, novembre 1945). »

Le délai proposé est de trente ans. Dans le même article (*Bulletin d'Académie Vétérinaire*, avril 1946), M. Linon écrit : « La vente d'un bovidé atteint de tuberculose, maladie réputée légalement contagieuse, est nulle d'une nullité absolue pour non licéité de son objet et de sa cause. Le délai pour intenter l'action est de *trente ans* ». L'auteur poursuit : « La différence entre les deux opinions est très réduite. Elle est surtout doctrinale, puisque aussi bien dans la réalité, un acheteur aura toujours intérêt à agir tôt, de telle sorte que le plus souvent le délai de *quarante-cinq jours* ne sera pas dépassé ».

En somme, l'auteur signale le délai de *trente ans*. Mais il conseille d'agir vite et dans un délai de *quarante-cinq jours*. Ceci semble signifier que le délai de *trente ans* est cité pour mémoire.

CHAPITRE IV

DELAIS QUI ONT COURS DEVANT LES TRIBUNAUX

Il est de jurisprudence que l'action en nullité est possible. Mais les délais sont encore sujets à discussion. Il importe de ne pas s'aventurer trop loin dans nos affirmations et de n'agir qu'en fonction des jugements qui font jurisprudence.

Jugement du Tribunal Civil de Saint-Girons (17 octobre 1951).

Le tribunal estime que l'acheteur doit fournir la demande en nullité de la vente dans un délai de *quinze jours francs*. Passé ce temps il sera forclos.

Jugement du Tribunal Civil de Mauriac (2 mars 1944).

Ce jugement fixe les délais dans les mêmes conditions que pour les maladies réputées contagieuses. Il suit les directives de l'article 240 du Code Rural.

Le voici reproduit *in extenso* :

« Attendu que J..... et T..... sont régulièrement appelants
« d'un jugement de M. le Juge de Paix de Riom-es-Montagne
« qui a condamné J..... à rembourser à T..... la somme de *cinq*
« *mille cinquante francs* (5 050 francs) et à lui payer une somme
« de *huit cents francs* (800 francs) à titre de dommages et
« intérêts.

« Attendu que le 3 février 1943, à la foire de Saignes, J.....
« a vendu à T..... pour la somme de *cinq mille cinquante francs*
« 5 050 francs) une vache de *trois* ans ; que celle-ci ayant été
« abattue le 4 mars 1943 a été reconnue atteinte de tuberculose
« avancée du poumon ; que ce point n'est pas discuté et que
« le 12 mars 1943 T..... assignait en nullité de vente ;

« Attendu par contre, que J..... oppose à T..... un moyen tiré
« de l'irrecevabilité de l'action, que cette action serait normale-
« ment tardive ; que la tuberculose des bovidés serait un vice
« rédhibitoire et que le délai prévu pour intenter l'action serait
« de *quinze jours francs* (15) à dater du lendemain de la livrai-
« son, conformément à la loi du 7 juillet 1933.

« Attendu en droit qu'aux termes des deux lois du 21 juillet
« 1882 (article 11) et du 21 juin 1898 (article 41), toute vente
« d'animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies
« légalement réputées contagieuses est interdite ; que s'ils ont
« été vendus, cette vente est nulle de droit, que le vendeur ait
« ou non connu l'existence de la maladie dont son animal était
« atteint ou suspect (article premier, loi du 23 février 1905).

« Attendu qu'aucune réclamation de la part de l'acheteur,
« pour raisons de la dite nullité, ne sera recevable lorsqu'il sera
« écoulé plus de *quarante-cinq jours* depuis le jour de la livrai-
« son s'il n'y a poursuite du ministère public ; que lorsque
« l'animal est abattu, le délai se réduit alors à *dix jours* à partir
« de celui de l'abattage sans que jamais l'action puisse être
« intentée plus de *quarante-cinq jours* depuis la livraison.

« Attendu que l'article 29 de la loi du 21 juin 1898 modifié
« par l'article 21 de celle du 7 juillet 1933 et par le décret du
« 21 juillet 1934, décide qu'est réputée maladie contagieuse la
« tuberculose des bovidés dans la forme de tuberculose avancée
« du poumon, telle que c'est le cas en l'espèce soumise au
« tribunal.

« Attendu que la loi du 23 février 1905 (article premier)
« donnait un délai de *trente jours* pour intenter l'action, mais
« que les dispositions relatives à cette maladie sont abrogées
« par l'article 18 de la loi du 7 juillet 1933, que désormais le
« délai de *quarante-cinq jours* s'applique indistinctement à
« toutes les maladies contagieuses.

« Attendu que P..... a donc intenté l'action dans les délais,
« c'est-à-dire dans les *quarante-cinq jours* de la vente et dans
« les *dix jours* de l'abattage, la vente étant du 3 février, l'abat-
« tage du 4 mars et la citation du 12 mars 1943.

« Attendu au fond que le juge de paix a fait une juste appréciation des indemnités dues à J.... par T.... »

« Par ces motifs, confirme..... »

Par conséquent, le tribunal de Mauriac a reçu la demande en nullité de vente apposée par l'acheteur. Il a donc jugé la tuberculeuse maladie légalement contagieuse dans certaines formes.

Le délai choisi est le délai prévu par l'article 240 du Code Rural. Ont été rejetés les délais de *quinze* jours francs (15) et de *trente* jours (30).

L'action a été introduite sans qu'il y ait intervention du ministère public, mais le tribunal a envisagé cette éventualité en citant les lois du 21 juillet 1882 (article 11) et du 21 juin 1898 (article 41).

Enfin le délai utilisé a été le délai préfix, puisque la citation a été faite dans les *quarante-cinq* jours (45) de la livraison.

Jugement du Tribunal de Paix de Grand-Fougeray (5 avril 1957).

Voici les faits :

M. H..., marchand de bestiaux à S. J..., S. V..., achète à M. G..., le 24 janvier 1957, pour le prix de *quarante et un mille francs* (41 000) une vache qui, après l'abattage pratiqué le 18 février suivant, est reconnue atteinte de tuberculose généralisée par le vétérinaire inspecteur et fait l'objet d'une saisie totale.

Le vendeur, appelé à vérifier l'identité de son animal, se rend sur place. Le 19 février, il reconnaît sa bête, mais invité à en rembourser le prix, il s'y refuse, en alléguant la fonction et mettant en avant la législation de 1933 sur les vices rédhibitoires qui fixe à *quinze* jours francs le délai de garantie.

C'est dans ces conditions que l'acheteur H... lance le 22 février contre G.... une assignation devant le tribunal du domicile de celui-ci.

Voici le jugement :

« Nous, Juge de Paix,

« Vu la citation introductive d'instance,

« Oûi les parties en leurs explications et conclusions,

« Attendu que le Sieur H..... a assigné Bernard G..... et expose
« que celui-ci, à la date du 24 janvier 1957, lui a vendu une
« vache au prix de *quarante et un mille francs* (41 000) ; que
« cet animal a été abattu le 10 février et a été saisi pour tuber-
« culose ainsi que l'atteste un certificat délivré par le vétérinaire
« inspecteur ; qu'il demande à notre juridiction de prononcer
« la nullité de la vente et de condamner G..... à rembourser la
« valeur de l'animal saisi, c'est-à-dire le montant de son prix
« d'achat ; qu'il requiert aussi la condamnation du défendeur
« à *cinq mille* (5 000) francs de dommages et intérêts pour le
« préjudice causé.

« Attendu que G..... qui ne conteste pas l'identité de la bête
« saisie avec celle qu'il a vendue à H....., résiste néanmoins à la
« demande de ce dernier et fait plaider qu'elle est irrecevable
« aux motifs que d'une part la loi du 7 juillet 1933 a fait de
« la tuberculose des bovidés un vice rédhibitoire et que d'autre
« part l'action de H..... a été introduite hors du délai de *quinze*
« jours prévu par la loi ; qu'il conclut au débouté de H..... et
« à sa condamnation en *cinq mille* (5 000) francs de dommages
« et intérêts.

« Attendu que la loi du 7 juillet 1933 a ajouté la tuberculose
« des bovidés à la liste des vices rédhibitoires ; que son article
« 18 a abrogé les dispositions de l'article premier de la loi du
« 23 février 1905 relatives à cette maladie ; qu'au regard de
« la loi du 7 juillet 1933, l'acheteur peut demander la rédhi-
« bition de la vente dans le délai imparti ou exercer l'action
« en remboursement du prix de la viande saisie, s'il y a eu abat-
« tage de l'animal contaminé et si la viande a fait l'objet d'une
« saisie partielle ou totale.

« Mais attendu que, si la tuberculose des bovidés rentre désor-
« mais dans la catégorie des vices qui donnent lieu à l'action

« en rédhibition, il existe cependant certaines formes de tuberculose pour lesquelles le législateur a conservé le régime antérieur à la loi du 7 juillet 1933 du fait de leur gravité et du danger qu'elles présentent pour la santé publique ; que ces formes cliniques ont été maintenues dans la catégorie des maladies réputées contagieuses et donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures de police sanitaire ; que si l'article 18 de la loi du 7 juillet 1933 a abrogé l'article premier de la loi du 23 février 1905 « ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi », il a laissé subsister, en matière de maladies contagieuses, l'article 41 de la loi du 21 juin 1898 devenu aujourd'hui l'article 240 du Code Rural ; que cet article interdit l'exposition, la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être sanctionnés par la nullité qui frappe toutes les conventions particulières dérogeant aux lois relatives à l'ordre public (article 6 du Code Civil) ; que des dispositions de l'article 240 du Code Rural il résulte que toute vente est nulle de plein droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence dont son animal est atteint ou suspect (Cassation 12 mars 1957) ; qu'aux termes de ce même texte, le délai de l'introduction de la demande aux fins de solliciter la nullité de la vente est de quarante-cinq jours à compter de la livraison ou si l'animal a été abattu, de dix jours à partir de l'abattage.

« Attendu qu'en l'espèce le vétérinaire inspecteur atteste que la vache vendue par G..... est atteinte de lésions tuberculeuses dans sa totalité ; et qu'il s'agit de tuberculose réputée légalement contagieuse ; qu'en outre, il a fallu procéder à la saisie totale de la viande ; que dans ces conditions, la demande en nullité de la vente présentée par H..... trouve son fondement dans l'article 240 du Code Rural ; que H....., pour introduire son action, a respecté le délai imparti par cet article, puisque l'abattage se situe à la date du 18 février 1957 et que sa citation a été délivrée le 22 février.

« Attendu que la vache a fait l'objet d'une saisie totale, qu'il y a lieu en conséquence de condamner G..... au remboursement du prix d'achat de l'animal.

« Attendu en ce qui concerne la demande en dommages et
« intérêts supplémentaires formulée par H..... que celui-ci ne
« justifie pas d'un préjudice autre que la perte de sa bête ; que
« la résistance de G..... n'est que l'exercice normal de sa défense
« en justice.

« *Par ces motifs :*

« Statuant publiquement, contradictoirement et en premier
« ressort déclarons recevable la demande en nullité de vente
« présentée par H.....

« En conséquence, condamnons G..... à rembourser à ce der-
« nier la somme de *quarante et un mille francs* représentant le
« prix d'achat de l'animal avec intérêt de droit, à partir du jour
« de la citation introductive d'instance. »

Le Tribunal de Paix de Grand-Fougeray estime que les formes réputées légalement contagieuses de la tuberculose ne sont pas différentes, du point de vue juridique, de toutes les autres maladies réputées contagieuses dont la liste est donnée par l'article 224 du Code Rural.

Les délais de garantie sont les mêmes, c'est-à-dire *quarante-cinq* jours et *dix* jours. Le tribunal a traité un cas de délai préfix.

Il est bien entendu que si le vendeur est poursuivi par le ministère public, le délai n'est pas le même et il est même probable que cette version des tribunaux, dont le tribunal de paix de Grand-Fougeray estime qu'elle est juste, sera admise quant au délai de *trois* ans prévu pour toutes les maladies contagieuses.

CONCLUSION

En conclusion, la procédure des maladies réputées contagieuses est applicable aux formes légalement contagieuses de la tuberculose. Mais cette procédure n'est pas admise par tout le monde.

Les délais applicables sont les délais prévus par l'article 240 du Code Rural (*quarante-cinq* jours si l'animal est vivant, *dix* jours s'il est mort), mais un tribunal a admis le délai de *quinze jours francs*.

Dans l'état actuel de la jurisprudence, ce délai est un délai préfix et nul ne peut savoir si le délai de prescription sera appliqué dans des jugements ultérieurs.

Toutefois, le délai de *trois* ans, en cas de poursuites par le ministère public, semble avoir retenu l'attention des juges qui, dans leurs attendus, envisagent le cas où le vendeur connaissait l'existence de la tuberculose.

Donc, dans l'état actuel de la jurisprudence, l'acheteur qui veut engager une action en nullité devra l'engager dans les délais qui sont irrémédiables.

Cette action en nullité a certains avantages sur l'action en réhabilitation.

D'abord le délai est plus long.

Ensuite la garantie est valable, même si l'acheteur a souscrit une déclaration exonérant le vendeur de la garantie.

Enfin la déclaration est recevable, même si l'animal meurt dans les délais par cas fortuit.

L'acheteur devra par contre :

- déclarer la maladie contagieuse ;
- prouver l'existence d'une forme contagieuse de la maladie ;
- démontrer l'antériorité de la maladie à la vente ;
- engager une action plus compliquée que l'action en réhabilitation dont l'avantage est d'avoir une procédure simplifiée.

En résumé, nous dirons que la tendance actuelle est de considérer les formes légalement contagieuses de la tuberculose comme des maladies contagieuses. Les mêmes délais de procédure sont applicables, mais ces délais ne sont pas prorogables. Ils sont irrémédiables.

Cette tendance peut inspirer les magistrats dans des jugements futurs. Mais la Cour de Cassation n'a encore pas donné son opinion sur cette manière de voir, ce qui laisse leur chance aux adversaires de l'action en nullité.

CONCLUSION

Les délais de procédure pour l'action en nullité dans la vente des animaux atteints d'une maladie réputée contagieuse ou d'une forme légalement contagieuse de la tuberculose sont de *quarante-cinq jours* après la livraison ou de *dix jours* après l'abattage, sans toutefois dans ce cas dépasser le délai de *quarante-cinq jours*.

En cas « d'aveu judiciaire » du vendeur, une « voie d'exception » est ouverte à l'acheteur et son action est recevable, même si les délais légaux sont dépassés.

De plus, il faut reconnaître que si l'action en nullité de la vente dans le cas de forme légalement contagieuse de la tuberculose a été retenue par de nombreux tribunaux, cette interprétation n'est pas valable pour tous. C'est pourquoi, il semble sage, en cas de forme légalement contagieuse de tuberculose, de n'introduire une action en nullité que si l'action en réhabilitation prévue par les articles 285, 286 et 291 du Code Rural n'est plus possible.

En somme, l'action en nullité est une issue de secours pour l'acheteur négligent qui a laissé passer les délais de l'action en réhabilitation. Encore lui faut-il prouver qu'il s'agit d'une forme légalement contagieuse de la tuberculose et se mettre en règle avec les impératifs de la police sanitaire.

Vu : LE PROFESSEUR RESPONSABLE
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
FLORIO.

Vu : LE DIRECTEUR
DE L'ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE,
A. TAPERNOUX.

Vu :
LE DOYEN
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE,
A.-H. HERMANN.

Vu :
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
ROCHE.

Vu et permis d'imprimer : Lyon, le 24 Février 1959,
LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
A. ALLIX.

BIBLIOGRAPHIE

- FLORIO (R.). — De la garantie dans les ventes de bovins tuberculeux. Conférence du 3 mai 1958, Orléans.
- FLORIO (R.). — Sur les délais de garantie dans les ventes d'animaux atteints de maladies contagieuses. *Revue de Médecine Vétérinaire*, 1959 (sous presse).
- BRION (A.). — Précis de jurisprudence vétérinaire (2^e édition), Vigot, Paris, 1958.
- FLORIO (R.). — Sur la nullité de la vente des bovins atteints de tuberculose légalement contagieuse. *Revue de Médecine Vétérinaire*, avril 1946.
- LINON (G.). — Sur le délai pour intenter l'action en nullité dans les ventes de bovins atteints de tuberculose légalement contagieuse. *Bulletin Académie Vétérinaire*, avril 1946, 128.
- VERGE (J.). — Du délai pour intenter l'action en nullité dans les formes réputées légalement contagieuses de la tuberculose bovine. *Bulletin Académie Vétérinaire*, novembre 1945, tome XVIII.
- LINON (G.). — Sur la nullité de la vente des bovins atteints de la tuberculose légalement contagieuse. *Revue Médecine Vétérinaire*, tome XX, 1957.
- LINON (G.). — Essai sur la législation française des tuberculoses animales. *Thèse doctorat en droit*. Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1937.
- LINON (G.). — Précis de droit français relatif aux animaux domestiques. Librairie Recueil Sirey, Paris, 1951.
- CADORET. — Des vices rédhibitoires et des maladies contagieuses. Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1937.
- BERNARD. — *Annales Juge de Paix*, 1936, 1507.
- ASTRUC (Ch.). — Législation administrative pénale et civile des ventes d'animaux domestiques de boucherie. *Thèse doctorat en droit*, Lyon, 1938.
- PERREAU. — Bulletin syndicat national des vétérinaires, 1938, 117, 772. *Revue Vétérinaire*, 1938, 90, 556.

COUR DE CASSATION. — Arrêt du 15 mai 1942.

COUR D'APPEL DE BESANÇON. — Arrêt du 22 juillet 1942.

COUR DE CASSATION. — Arrêt du 28 octobre 1948.

COUR D'APPEL DE PARIS. — 3 mai 1958.

TRIBUNAL CIVIL DE SAINT-GIRONS. — Jugement du 17 octobre 1951.

TRIBUNAL CIVIL DE MAURIAC. — Jugement du 2 mars 1944.

TRIBUNAL DE PAIX DE GRAND-FOUGERAY. — Avril 1957.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	11
DIVISION	13
<i>Première partie.</i> — Les délais de garantie dans les ventes d'animaux atteints de maladies réputées contagieuses	15
<i>Deuxième partie.</i> — Les délais de garantie dans les ventes de bovins atteints de formes réputées légalement contagieuses de la tuberculose	31
CONCLUSION	43
BIBLIOGRAPHIE	45

